

l'Asie, mêlés aux Maures sortis de l'Afrique, se répandirent en Espagne, faillirent y établir un empire universel, et y ont conservé des provinces pendant sept siècles.

Ces sept siècles furent des temps de combat, de chevalerie et de gloire : les preux de Charlemagne, les exploits du Cid, la grandeur des Almanzor remplissent les pages de l'histoire. Quel était alors l'état des peuples ? on ne le sait pas. On sait qu'ils étaient nombreux ; cela prouve, sinon qu'ils étaient heureux, du moins qu'il y avait parmi eux, à la fois, abondance de subsistance, et principe actif de reproduction, de mouvement et de vie.

Les Arabes envahisseurs avaient égorgé quelques Espagnols au jour du combat, mais ils amenaient avec eux de nouvelles cultures, les arts qui civilisent, la tolérance qui accroit la population, le travail qui l'enrichit. De leur côté, les chrétiens, refoulés sur un petit espace, le cultivaient mieux. On peut croire que les dixième et onzième siècles qu'on a ap-

pelé des siècles de fer , à cause de leur barbarie , ont été ceux où l'Espagne a été la plus peuplée et la plus florissante.

La reprise de l'Espagne sur les Maures a été plus funeste que n'avait été la conquête. Les chrétiens vainqueurs étaient moins civilisés que les Arabes vaincus ¹. Les disciples de Mahomet avaient respecté l'Église de Jésus-Christ. Les chrétiens renversèrent la mosquée et bannirent l'infidèle. Les champs furent ravis à ceux qui leur faisaient produire trente pour un , à ceux dont l'industrie avait appris à les cultiver. La population arabe , toujours repoussée , fut chassée vers le midi de l'Espagne. Les campagnes se dépeuplèrent ; il ne resta de Maures que dans les villes où leur industrie

¹ Ce retour à la barbarie est présenté dans les chroniques comme le siècle héroïque des Espagnes ; il se recommande à la postérité par le souvenir des exploits , demi-fabuleux de Bernard del Carpio , du Cid Campeador et de tant d'autres guerriers pourfendeurs de mécréans.

les avait fixés, où rien ne pouvait les remplacer, où le gouvernement pouvait mieux protéger les individus contre le fanatisme¹.

Les fléaux de la guerre peuvent se réparer avec promptitude. Les vides causés par les émigrations, par les mortalités, peuvent se remplir. Ce n'est pas la perte des hommes qui

¹ A l'égard de leurs frères chrétiens, le moins que les conquérans purent faire pour eux en les retrouvant parmi les Arabes, fut de confirmer les franchises que ces derniers avaient concédées pendant leur domination. Ainsi, les lois d'après lesquelles se régissaient les communautés *mozarabes*, c'est-à-dire mêlées avec les Arabes, servirent de modèle aux *fueros* ou réglemens municipaux qu'on dressa pour les villes reconquises et les peuplades nouvelles. Nous disons peuplades nouvelles, car la dévastation avait été si complète dans le plat pays que les rois et les seigneurs furent forcés d'y établir des colonies de laboureurs appelées de leurs anciens domaines. L'histoire a conservé le beau surnom de populateur donné par les contemporains à Sanche II de Portugal, qui a bâti Sabugal et à Ferdinand II de Léon, fondateur de Ciudad-Rodrigo.

dépeuple les états ; ce sont les mauvaises institutions , les mauvaises lois ; elles influent d'une manière funeste sur les mœurs et les habitudes du peuple ; elles lui ôtent l'envie de travailler et le moyen de subsister. Un vice radical, un fléau s'attacha alors au sol de l'Espagne. Il est la principale cause de sa dépopulation , principe du mal si actif, qu'il n'a pu être déraciné après plusieurs siècles de philosophie et d'améliorations sociales.

Les armées qui reconquirent l'Espagne pied à pied sur les Musulmans , se composaient de paysans conduits par leurs seigneurs, et de bandes aventurières commandées par de nombreux chevaliers que le désir de combattre les Infidèles attirait sans cesse des autres états de la chrétienté. Les grandes familles espagnoles descendent de ces preux. Les rois des Asturies , de Léon , de Castille et d'Aragon , qui marchaient à leur tête , étaient plutôt les chefs de l'armée conquérante que les souverains des peuples conquis. Les terres

ravies aux cultivateurs furent distribuées par eux aux compagnons de leurs travaux. Souvent aussi animés d'une inspiration religieuse, ils fondaient un monastère sur la colline, où reposaient les cendres de quelques martyrs de la primitive église, et le dotaient des champs, des maisons, des hommes même compris dans l'espace que l'œil pouvait embrasser. Ces dotations furent d'autant plus vastes, que leur valeur était moins grande, et qu'on manquait de bras nécessaires pour les cultiver. Les biens acquis à titre de majorats, indivisibles, substitués, et les autres main-mortes indestructibles ou même susceptibles d'accroissement ont formé, jusqu'au temps où nous vivons, plus des trois quarts de la totalité du sol de l'Espagne. Il n'est pas resté assez de terre libre pour exercer l'industrie du propriétaire, pour employer les capitaux. Ce ne sont pas les propriétaires qui ont cultivé.

Ces grands espaces dépeuplés et possédés par un seul ont amené l'oubli de l'agriculture

et l'établissement des troupeaux. Les troupeaux ont eu besoin de privilège ; les privilèges des troupeaux, effets de la dépopulation, l'ont perpétuée, ont empêché l'agriculture de reprendre ses droits, ont consacré l'oisiveté, propagé l'habitude d'une vie contemplative dont le moindre inconvénient est de faire mourir de faim ¹.

¹ L'Espagnol, indolent et fier, n'arrosa de ses sueurs que sa pesante armure. Le chevalier et le prêtre usufruitiers étaient peu attentifs à améliorer le sol. Des barbares, qui ne savaient que combattre et dormir, avaient horreur des soins, des travaux qu'exige l'agriculture ; ils préférèrent le bétail aux moissons. De là les terrains vagues, les communaux, les municipaux, la *mesta* (a).

(a) La *mest* : (ce mot veut dire mélange) est une association composée de grands, de monastères, de riches, qui sont propriétaires de troupeaux, *trashumantes*. On appelle *trashuman*, pour les moutons, passer l'hiver dans les plaines d'Estramadure, et l'été sur les montagnes de Vieille-Castille. On comptait en Espagne, lors de l'invasion des Français, cinq ou six millions de *trashumantes*. Ils sont répartis en troupeaux de dix mille bêtes. Ils vivent, en route, sur les terres en friche ;

Dans ces siècles d'ignorance, la loi empêchait le partage d'immenses propriétés qui eussent acquis de la valeur si elles eussent été cultivées par des colons intéressés à produire; et en même temps l'usage consacrait la division des royaumes entre les enfans du souverain. L'Espagne fut divisée en plusieurs états; ces états se firent la guerre souvent; ces guerres eurent peu d'influence sur la prospérité des peuples, sur leur état civil; ce qui eut une influence énorme, ce furent les guerres intestines de chaque souverain avec les grands vassaux de sa couronne; l'histoire du moyen âge au quinzième siècle est en Espagne l'histoire d'une longue lutte du pouvoir royal contre la féodalité. En Espagne comme ailleurs, les rois, quand ils voulurent écraser leurs vassaux, se souvinrent que les peuples étaient des

et, arrivés à leur destination, ils sont nourris moyennant une rétribution excessivement modique, qu'il ne dépend pas des propriétaires des pâturages d'augmenter. La *mesta* est hors du droit commun; elle forme comme une oligarchie voyageuse armée d'un conseil et d'agens de justice, pour protéger ses monstrueux privilèges au grand détriment de l'agriculture.

hommes; ils émancipèrent le peuple pour avoir d'autres soldats que ceux que conduisaient les seigneurs. Ils enlevèrent successivement à ces derniers tous les droits de souveraineté, levée d'hommes, levée d'impôts, droits qu'ils exerçaient dans ces vastes domaines qu'aujourd'hui encore ils appellent leurs états.

La puissance des grands fut anéantie, en Espagne, par Ferdinand et Isabelle ¹. L'heureuse circonstance du mariage de ces deux princes réunit sous un même sceptre tous les peuples de la Péninsule, à l'exception du Portugal, que sa puissance coloniale élevait dès lors au rang d'une puissance rivale. La découverte de l'Amérique, et ce qui restait d'industrie dans les villes, créèrent une classe de

¹ Les grands, ces *ricos hombres* qui prétendaient marcher les pairs de leur roi, conservèrent le droit de s'asseoir sur les marches du trône, mais seulement pour se dédommager par une jouissance d'étiquette de n'être plus les tuteurs et les conseillers du pouvoir.

commerçans, de citoyens, autres que les propriétaires du sol ou les paysans qui le cultivent. Ferdinand et Isabelle donnèrent des lois municipales; ils firent la guerre contre Grenade avec des troupes levées par les communes. Cette sainte hermandad (dirigée en apparence contre les malfaiteurs, en réalité contre les nobles), qui remplit les romans espagnols et qui maintenait la paix publique, fut instituée par eux. Ils encouragèrent les compagnies, les *maestranzas* dans les villes, pendant qu'ils arrachaient aux nobles et réunissaient pour jamais à la couronne les grandes maîtrises des ordres militaires. L'unité de la nation espagnole, brisée depuis la ruine de l'empire des Goths, recommença. Il y avait beaucoup à attendre, beaucoup à faire, avec une nation homogène.

EN Espagne le roi, les prêtres et le peuple ont toujours fait cause commune. Le roi s'était aidé des prêtres contre les grands; et si on

faisait quelques pas vers la liberté civile, on n'en faisait pas de moins actifs vers la superstition et vers l'erreur. Le désir intolérant de l'unité de croyance¹, l'action incessante des moines, quelques craintes exagérées amenèrent les rois catholiques (c'est ainsi qu'on appela Ferdinand et Isabelle, et le nom en est resté à leurs successeurs) à chasser de l'Espagne les Juifs et les Maures. L'inquisition fut ici l'auxiliaire, l'instrument et non pas le mobile de l'autorité royale. On reprocha aux Juifs et aux Maures des vices qui étaient le produit de cet état de persécution où les préjugés du temps les réduisaient. Ferdinand commença et compléta l'expulsion des Juifs. Il commença l'expulsion des Maures qu'un des ses successeurs acheva un siècle plus tard².

¹ C'est Ferdinand, le sombre et acerbe Ferdinand, qui a établi l'intolérance religieuse et fondé l'inquisition.

² On compte depuis Ferdinand le Catholique jus-

Ce mal causé par le fanatisme , et que proclament les historiens , causa moins de maux à l'Espagne que le mariage de l'héritière des couronnes de Castille et d'Aragon avec Philippe le Beau , héritier des états de Bourgogne et d'Autriche. L'Espagne devint la proie de monarques étrangers. Elle ne fut plus qu'un des fleurons de leur couronne. Son sang et ses trésors furent dépensés pour des intérêts , pour des vanités étrangères. L'industrie de la Castille fut sacrifiée à l'industrie des Pays-Bas et de l'Italie. Les monarques autrichiens continuèrent à combattre les grands vassaux ; mais ils étaient assez puissans par leurs autres états pour n'avoir plus besoin de l'auxiliaire des peuples , et pour pouvoir à leur aise opprimer la nation entière. Les funestes effets de la toute-puissance des monarques , apparus

à Philippe III , deux cent mille Juifs ou Musulmans égorgés par l'inquisition , et plus de cinq millions qui , forcés à s'expatrier , emportèrent avec eux les capitaux , les arts et les métiers.

rent comme par pressentiment aux véritables Espagnols, lors du mariage de Jeanne la Folle, et remplirent leur âme d'horreur. L'amour de la patrie et la haine de l'étranger furent le principe de la guerre des *comuneros* ¹, une

¹ Charles, fils de Philippe le Beau, devenu célèbre sous le nom de Charles-Quint, était né et avait reçu son éducation en Flandre. Appelé par la politique de sa maison et par des motifs d'ambition personnelle, à vivre habituellement loin de l'Espagne, il confia, peu de temps après son avènement au trône, la régence de ses royaumes à Adrien d'Utrecht, un Flamand; Guillaume de Croy fut nommé à l'archevêché de Tolède, la première dignité ecclésiastique de Castille et le plus riche bénéfice d'Espagne. Les emplois, les honneurs, les trésors furent la proie d'étrangers avides. Si on en croit les historiens nationaux, les Flamands ont fait passer de Castille, dans les Pays-Bas, en moins d'une année, six millions de francs, somme exorbitante en raison de la valeur de la monnaie à cette époque.

Les cortez d'Aragon et de Catalogne firent éclater une vigoureuse opposition aux exactions et aux injustices commises par les délégués du monarque. Les cortez de Castille s'étant montrées plus patientes, Sé-

des plus justes et des plus légitimes insurrections où un peuple ait jamais échoué. Plus tard la

govie, Tolède, Séville et plusieurs autres villes considérables se confédérèrent entre elles pour venger l'insulte faite à la nation.

Les bourgeois de Tolède, ayant à leur tête un jeune homme de haute naissance, don Juan Padilla, s'emparèrent de leur ville et organisèrent un gouvernement populaire. A Ségovie, à Burgos, à Zamora, les hommes connus comme partisans de l'étranger furent massacrés ou prirent la fuite, et l'on rasa leurs maisons jusques aux fondemens. Le régent fit marcher des troupes qui furent battues. Les insurgés tinrent la campagne et dictèrent pendant quelque temps la loi dans les deux Castilles.

La confédération des villes s'appelait la Sainte-Ligue. C'était à bon droit, et la suite l'a prouvé; jamais cause ne fut plus saintement patriotique. Le peuple avait pris les armes pour obtenir le redressement de justes griefs. Après la victoire, on ne prétendit à rien moins qu'à la réforme entière du gouvernement. Bien que la Sainte-Ligue s'appuyât du nom et de l'autorité de la reine Jeanne, recluse depuis son aliénation mentale dans le palais de Tordésillas, les opinions et les vues des ligueurs étaient démocratiques. C'est ce dont on peut se convaincre en lisant les remontrances

haine contre les étrangers se manifesta par les

énergiques qu'ils adressèrent à l'empereur Charles-Quint , pour obtenir une représentation nationale indépendante. Déjà des mouvemens de même nature s'étaient manifestés dans les états de la couronne d'Aragon. Dans les longues remontrances de la Ligue, il s'était glissé quelques articles restrictifs de la suprématie exagérée de la cour de Rome, des désordres du clergé et des abus de la juridiction ecclésiastique ; aussi le clergé séculier et les moines se gardèrent bien de prêter leur appui à une insurrection ou leurs intérêts n'étaient pas ménagés. La noblesse, qui avait partagé d'abord l'exaspération des communes contre les étrangers , s'effraya du mouvement démocratique ; son orgueil était moins choqué des usurpations fondées sur d'anciennes violences, qu'elle ne s'effrayait d'entendre la multitude réclamer la révocation des privilèges onéreux au plus grand nombre, et l'assujettissement de toutes les personnes et de toutes les terres aux charges publiques. Elle se réunit en armes aux troupes soldées de l'empereur pour marcher contre les rebelles. Une milice formée de bourgeois timides et d'artisans inhabiles ne put soutenir le choc d'une infanterie réglée et d'une cavalerie composée de gentilshommes animés d'un esprit belliqueux. L'armée des comuneros fut battue le 23 avril 1522, dans la plaine de Villalar , entre Tordésillas et Toro. Padilla et les plus braves

représentations continuelles des Cortez ¹. Les écrivains du temps disent assez l'opinion générale de la nation.

de son parti périrent sur l'échafaud, martyrs de la liberté.

La maison de Padilla, située à Tolède, près de la porte de Cambron, fut rasée. On sema du sel sur l'emplacement, et on y éleva un pilier avec une inscription infamante. Le pilier est encore debout. Tout autour et à une grande distance, on voit des édifices ruinés et de monceaux de briques et de tuiles qui attestent la grandeur passée de Tolède, en même temps qu'elles font connaître son état de dépopulation et de misère commun aux villes et aux campagnes de Castille. Ce sont là les maux que voulait prévenir la ligue patriotique des comuneros. Si Padilla eût vaincu à Villalar, son nom serait vénéré parmi les Espagnols, comme le sont en Suisse, les noms de Guillaume Tell et d'Arnold de Winckelried.

¹ Les assemblées nationales venaient des rois goths. Les cortez d'Espagne remontent aussi haut que la monarchie. Les communes entrèrent dans les cortez dès le douzième siècle, quatre-vingts ans avant qu'elles y fussent admises en Angleterre. Les cortez d'Aragon furent périodiques en 1283.

LES princes autrichiens ont régné en Espagne pendant deux siècles. C'est l'époque où l'Espagne a brillé de la plus vive splendeur, où ses guerriers ont fait les plus grandes choses, où ses hommes d'état ont acquis le plus grand renom, où sa littérature a eu le plus de couleur, a jeté le plus d'éclat. C'est cependant l'époque où une prompte décadence a manifesté les vices radicaux du gouvernement espagnol. Car c'est moins par des erreurs nouvelles, que pour des erreurs anciennes, que l'Espagne est tombée dans un état déplorable. Ce ne sont point les émigrations annuelles causées par les guerres de Flandre et d'Italie ou par la colonisation de l'Amérique, qui ont dépeuplé l'Espagne. Les armées d'alors étaient peu nombreuses, et la guerre était moins meurtrière qu'elle ne l'a été depuis le perfectionnement de l'artillerie. Si l'Amérique a nui à l'Espagne, c'est moins en lui retirant des hommes, qu'en accablant d'or et en vouant à l'oisiveté les heureux possesseurs des trésors qu'elle envoyait en Europe.

La cause de la décadence de l'Espagne est dans le développement des anciens vices inhérens à l'état de la propriété. Les terres restant entre les mains d'un petit nombre d'hommes n'ont pas été améliorées. Les couvens ont englouti sans cesse une partie de la population laborieuse. Le gouffre de la main-morte a continué à se remplir. Plus d'aiguillon, plus de mouvemens, chez cette nation active. Les villes auxquelles leurs privilèges démocratiques, et des lois protectrices du commerce avaient conservé une certaine splendeur, n'ont pu rester peuplées au milieu des campagnes dépeuplées. La paresse, d'accord avec le climat, d'accord avec la tempérance, a établi son empire; non pas cette paresse de luxe qui a son remède dans le mal même, mais cette paresse sobre et orgueilleuse et partant incurable. On a compté au milieu des vastes enceintes des villes élevées par les Goths, par les Maures, par les Espagnols du quatorzième et du quinzième siècles, autant d'espaces vides, de

campos qu'on comptait de *despoblados* dans les campagnes. Des princes sans talens, des favoris sans honneur, la victoire du despotisme sur la liberté publique ont hâté les progrès du mal. Il était parvenu à un tel degré sous le règne du maladif et inepte Charles II, qu'à la fin du dix-septième siècle, l'Espagne, qui avait compté autrefois trente millions d'habitans, n'en avait plus dix millions. Les révoltes des peuples restaient impunies; les murs des forteresses tombaient en ruines, et n'étaient pas réparés. Tout l'or en circulation en Europe traversait l'Espagne pour n'y plus rentrer. Les arsenaux étaient vides, les ports étaient déserts, les souverains de l'Amérique et des deux Indes avaient pour toute marine six galions qui pourrissaient dans le port de Carthagène; on avait oublié l'art de fondre des canons et de construire des vaisseaux. Dans cette vaste monarchie, où le soleil ne se couche pas, l'arrière-petit-fils de Philippe II n'avait pas vingt mille hommes à sa solde.

QUELQUES écrivains superficiels ou intéressés par leur position à mettre de petits bienfaits sous un grand jour, et à taire de grandes fautes, ont présenté l'établissement de la maison de Bourbon sur le trône d'Espagne, comme une époque de régénération. Ils ont vu de l'amélioration partout. Peu s'en est fallu qu'ils n'y vissent aussi de la gloire. C'est une grave erreur qu'il importe de réfuter.

TREIZE années de guerre précédèrent le moment où Philippe V a régné paisiblement. Pendant ces treize années, l'Espagne a été parcourue et dévastée dans tous les sens par les armées de l'étranger. La grande majorité de la nation regardait comme légitime le droit de Philippe au trône, parce qu'il était fondé sur les droits de la naissance, et appuyé par la volonté du dernier roi autrichien. Cependant, de ce côté, il y avait coopération, et non pas enthousiasme. La nation voyait avec regret que la justice de la cause du Français l'obli-

geât à combattre à côté de soldats toujours regardés comme ennemis. Plusieurs des plus dévoués partisans de Philippe V auraient voulu que les Français s'en allassent, afin de défendre le roi sans eux. Des querelles toujours renaissantes s'élevaient sans cesse entre les deux alliés. On reprochait aux Français leur vanité, leur prétention, leur pillage. Philippe ne pouvait tenir la campagne ni avec eux, ni sans eux.

Au contraire, il y eut de l'énergie dans les rangs opposés. Les Catalans combattirent pour la maison d'Autriche, avec plus d'acharnement que les Castellans pour la maison de Bourbon. Dans la couronne d'Aragon, les Français eurent à soutenir une guerre nationale. Là même, après des victoires, ils ne possédaient de terrain que celui sur lequel étaient campés leurs bataillons. La population s'éloignait à leur approche, et revenait plus terrible harceler leurs flancs et leurs derrières. Barcelone donnait de grands exemples de cou-

rage, que Sarragoce devait répéter un siècle après. Vaincue sans être soumise, quand le souverain pour lequel elle s'était sacrifiée abandonna la partie pour des considérations politiques, elle s'offrit au grand Turc, espérant conserver plus de liberté sous la protection du sultan de Constantinople, que sous la domination du petit-fils de Louis XIV.

Dans cette conduite des Catalans, il y avait encore plus de calcul que de passion. Ils avaient vu, en effet, que dès l'année 1707 Philippe V avait enlevé aux peuples de la couronne d'Aragon, leurs privilèges particuliers. Ils s'étaient rappelés ce noble serment conditionnel, effroi des rois absolus; ce tribun du peuple qui avait osé lutter contre le plus despote de ses prédécesseurs. Le gouvernement de Philippe n'agit pas tant en haine de la rébellion des peuples d'Aragon, que dans le dessein de tout mettre sous le niveau royal. L'occasion était favorable, pour anéantir ce qui restait en Espagne d'éléments de liberté publique; on en profita. La

victoire remportée par les Bourbons, ne fut pas nationale, quoiqu'ils eussent l'assentiment de la majorité de la nation. L'Espagne recueillit de la guerre des dévastations, et aucune de ces améliorations morales qui sont la suite des grands mouvemens donnés aux nations.

L'EXTINCTION des privilèges d'Aragon, amena l'établissement de la loi commune pour tous. Il n'y eut d'exceptés que les privilèges des provinces de Biscaye et de Navarre, défendues par les montagnes et par le patriotisme. Ces législations uniformes, ce nivellement de l'état où aucune corporation, aucun individu n'est appelé pour son intérêt particulier à réclamer l'intérêt général, tel est constamment le but et le moyen du despotisme. Le régime municipal perdit partout son éclat. Les offices dits *officios de republica*, par opposition aux emplois de l'état, *officios del rey*, furent envahis, restreints, déconsidérés, l'autorité royale les absorba. Les propriétés mineures des com-

munes passèrent à la disposition du fisc. La grandesse fut éloignée du pouvoir, on ne la vit plus ni dans le ministère, ni dans les armées. Le nombre des grands fut augmenté pour les déconsidérer. Ils ne furent plus que de grands consommateurs, qu'une politique soupçonneuse retenait dans la capitale; on les empêchait d'être des citoyens utiles comme habitans et cultivateurs, parce qu'on craignait qu'ils ne fussent des sujets dangereux. La noblesse, sans perdre aucun des privilèges qui la rendent onéreuse aux citoyens, perdit ceux qui la rendaient fâcheuse au prince et utile au pays. Les grands corps de l'état furent ébranlés. Le conseil de Castille, ancien tribunal, et quelquefois tuteur des rois, vit son éclat pâlir devant des institutions émanées de France. Tout esprit de corps, tout moyen de résistance disparut. Les cortez, ces vieux compagnons de la monarchie, disparurent aussi¹. Elles ne reparurent

¹ Les cortez, déjà si ébranlées par Charles-Quint;

plus que comme des assemblées périodiquement convoquées, pour prêter serment aux héritiers du trône, jamais consultées sur les vices de la législation, et sur le bien de l'état.

Un roi français apporta dans le palais, les habits français, l'étiquette française, des secrétaireries d'état, des gardes, des académies, un système administratif et financier, taillé sur le modèle de ce qui était en France. Il transplanta Versailles à Saint-Ildefonse; Madrid n'eût été bientôt que la pâle copie de Paris, et l'Espagne eût été dénationalisée, s'il dépendait des rois et de leurs courtisans de changer à volonté les mœurs et les habitudes d'un grand peuple.

L'orgueil espagnol fut blessé de tant de serviles imitations, car les améliorations étaient loin de compenser la destruction des choses antiques et sacrées; il fut blessé surtout en voyant

car les dernières qui méritent ce nom sont celles de Tolède, en 1539.

l'administration de l'état, les finances, la conscience du roi entre les mains des étrangers. Tout se rapetissa. Les fondations antiques, sur lesquelles un grand édifice aurait pu être élevé, disparurent; l'esprit public s'éteignit; la littérature, qui en est l'expression, se décolora: tout fut sans vigueur, sans mouvement.

Si au moins, en perdant l'enthousiasme, on avait gagné les lumières! si l'esprit, en perdant son éclat, avait acquis de la justesse et de l'étendue! Mais l'inquisition a été plus funeste à l'Espagne, sous les Bourbons, qu'elle ne l'avait été auparavant. Elle avait été, dans la persécution des Juifs et des Maures, agent plutôt que cause. En conservant l'unité de la religion sous les princes autrichiens, elle avait du moins empêché le sang espagnol de couler dans des guerres de religion. Ce qui se passait en France et en Allemagne, disait assez que le bienfait était grand. Sous les Bourbons, l'inquisition, déjà vieillie, retrouva la force de sa jeunesse pour repousser les saines doctrines, pour étein-

dre les lumières , pour arrêter l'esprit du siècle. L'Espagne ne fut jamais plus isolée de l'Europe que sous les Bourbons. Auparavant , elle avait été dans toutes les affaires de l'Europe; ses ambassadeurs , ses guerriers revenaient d'Italie , d'Allemagne , de France , avec un esprit agrandi par l'échange des idées.

Au dix-huitième siècle, l'Espagne ne fut plus qu'un grand couvent; l'inquisition se tenait au parloir pour empêcher la vérité d'entrer. Il y a des gens qui ont pu se demander, s'il était meilleur que le monde tout entier fût en proie à l'ignorance , qu'ouvert à la vérité; si la somme de bonheur individuel serait plus grande dans un ordre de choses que dans l'autre. Mais il n'est jamais entré dans l'esprit d'un être raisonnable, de mettre en problème s'il était utile à une portion du continent européen, de rester en proie à l'ignorance , aux préjugés , à l'erreur, pendant que le reste du monde marchait à grands pas vers les lumières et le perfectionnement.

Quand nous disons les maux dont l'intronisa-

tion des Bourbons fut cause, nous ne voulons cependant pas attaquer le caractère personnel des princes de cette antique maison qui ont régné en Espagne. On institue, on cimente le despotisme autant par faiblesse que par énergie. Philippe V avait peu d'esprit, mais un sens droit et de la modération dans le caractère. Louis XIV lui avait dit que le pouvoir des rois était de droit divin, que l'état c'était le roi, que Dieu, en appelant les rois à gouverner les autres hommes, leur avait donné une intelligence supérieure. Il apporta en Espagne les convictions que son aïeul lui avait communiquées; mais la pureté de ses mœurs et le sérieux de son maintien calme servirent à le faire aimer des Espagnols. Plus tard une mélancolie sombre qui rongea son ame, usa son corps, attaqua les organes du cerveau, le rendit incapable d'attention et lui enleva le peu d'aptitude qu'il aurait pu avoir pour les affaires.

SES DEUX FILS, qui régnèrent successivement

après lui, furent des princes bons, religieux et modérés. Ferdinand VI, fidèle aux maximes de sa maison pour le gouvernement intérieur, s'en écarta dans ses relations avec l'étranger. L'Espagne y gagna d'éviter des guerres sans honneur et sans profit. Charles III adopta un système politique tout opposé. Il fit le pacte de famille, et consumma l'ouvrage de Louis XIV.

Le règne de ce prince fut signalé par un grand nombre d'améliorations utiles, qui ont été continuées et augmentées par Charles IV, son fils et son successeur. Ce fut moins l'effet de la volonté du souverain que de l'infiltration forcée des idées de perfectionnement qui pénétraient malgré le rempart des Pyrénées et des mers. Il a été de mode, au dix-huitième siècle, de faire des routes, de creuser des canaux, d'établir des fabriques, comme il l'était au douzième siècle d'élever des cathédrales et de fonder des couvens. Les arts et métiers furent cultivés en Espagne; les sciences encouragées. Des associations cherchèrent à faire

naître le goût de l'industrie et du travail. On composa quelques ouvrages utiles. On s'efforça de propager l'instruction. Quelques-unes des entraves qu'éprouvaient l'industrie et le commerce furent brisées. L'Amérique eut, dans une très-faible proportion, sa part des bienfaits répandus sur l'Espagne.

PENDANT soixante-quinze ans qui se sont écoulés entre la paix d'Utrecht et la révolution française, l'Espagne, jouissant de la paix, n'écoulant plus sa population à l'extérieur, l'a vue augmenter à l'intérieur. Cette augmentation, qui a été exagérée, parce qu'on avait exagéré la diminution sous les Autrichiens, a surtout été sensible sur les côtes de la mer; elle eût été immense si le commerce de l'Espagne entière avec les colonies avait été libre. Car le dix-huitième siècle fut le siècle des colonies et du commerce. Mais quand les côtes se peuplaient et s'enrichissaient; quand les villes maritimes se voyaient agrandies, les vieilles cités

espagnoles allaient s'appauvrissant et se dépeuplant. Le plateau de la Vieille-Castille et de la Manche, la haute vallée du Tage devinrent de plus en plus déserts. Pas un des villages à la lisière du Portugal que la guerre de la succession avait détruits, ne s'est rétabli. Les lois funestes à l'agriculture, à la propriété, main-morte, majorats, clergé, ont à peine été touchées. On a commencé des canaux et on ne les a pas finis. On a fait des grandes routes et il n'y a pas eu de chemins vicinaux pour y arriver, de sorte que, fréquentées seulement par les muletiers, elles ont été jusqu'à présent un luxe à peu près inutile. Les fabriques n'ont pu se soutenir sans le secours de l'autorité parce que la main-d'œuvre est chère et que les produits sont imparfaits. On a voulu la fin, et on aurait été effrayé des moyens. Pouvait-on avec l'inquisition répandre les lumières? avec le despotisme faire naître l'émulation? avec les préjugés et l'échafaudage du dixième siècle obtenir les résultats de la raison moderne?

La perte des États de Flandre et de l'Italie avait peut-être été heureuse. Elle épargnait des guerres, des révoltes, des frais d'administration; c'était bien assez de la Péninsule et de l'immense empire d'Amérique, pour exercer le talent du gouvernement. Mais ce fut un malheur que cette fraternité mal définie avec la France, cette vieille rivale de l'Espagne. Il fut convenu, dans le cabinet de Madrid, que l'Espagne ne touchant à l'Europe que par les Pyrénées, l'alliance de la France lui garantissait une paix intérieure éternelle; qu'à l'abri de cette égide, les Espagnols pouvaient négliger impunément le métier des armes, et se livrer entièrement au commerce des Indes source de la prospérité nationale, au commerce des côtes, et à tous les avantages résultans de leur heureuse position. On alla même jusqu'à soutenir que les Espagnols ne pouvaient pas à la fois conserver leurs colonies, entretenir la marine destinée à les protéger, et tenir sur pied de grandes armées.